

Benoît Lutgen

«Un projet, ça ne doit pas être une attaque contre un homme»

INTERVIEW
MARTIN BUXANT

On a vu défilier les expressions, les titres et les jeux de mots, les uns après les autres, cette semaine, de «la bataille des Ardennes» à «duel fratricide», on en passe et des moins bons. On a tout lu. La vérité, on en est là, aujourd'hui, en Belgique, à scruter la politique de travaux publics, les éclairages «deds» (véridique) et le taux de présence en conseil de police dans la bonne ville de Bastogne.

Bastogne et ses 16000 habitants. Mardi, Jean-Pierre Lutgen, le CEO et fondateur de la marque horlogère Ice-Watch a officialisé son entrée dans l'arène politique, il occupera la tête de liste citoyenne qui, avec le concours de Défi, du MR, d'Ecolo et du PS, espère ravir le maioralat de la cité ardennaise à Benoît Lutgen. «C'est comme un match de tennis entre les sœurs Williams», a commenté Jean-Pierre, sans préciser qui de son frère ou de lui était Serena et qui était Venus.

Benoît Lutgen, donc. Le jeune frère de Jean-Pierre. Il est bourgmestre en titre de Bastogne et il est candidat à un nouveau mandat.

Ce jeudi midi, il est dans ses bureaux du cdH, rue des Deux églises.

Et il est plus remonté qu'un char Sherman (avis aux connaisseurs).

«Un match de tennis entre les sœurs Williams? Mais vous voulez rire? Vous ne pensez pas que Bastogne, c'est tout autre chose qu'un match de tennis? Vous pensez que gérer une ville, c'est jouer à la balle?», soupire-t-il, comme s'il s'adressait à son frère. «C'est indigne, tout ceci, toute cette exposition négative, cette agressivité, je n'en voulais pas, on tire la politique vers le bas, c'est une guerre d'ego, on fait dans la politique spectacle, on donne

l'impression que Bastogne se résume à un duel de Lutgen, que de père en fils on aurait fait main basse sur la ville. Ce n'est même pas un match de tennis, c'est un match de catch où Jean-Pierre jette de la boue sur mon premier échelon en faisant croire qu'il est inculpé alors qu'il ne l'est pas. On a versé dans la diffamation.»

Le ton est donné.

«Particratie au cube»

Il dit: «Vous savez, un projet politique, c'est autre chose que de s'attaquer à une personne. Ici, on a une liste PS, MR, Défi et Ecolo, on l'habille en disant qu'elle est citoyenne mais en fait ils font de la pure politique politicienne et dévoient l'engagement citoyen. C'est un rassemblement de partis, pas une démarche citoyenne. Ici, c'est de la particratie au cube. Le projet de Jean-Pierre, c'est de faire revenir à Bastogne le Parti socialiste et de

tuer politiquement son frère.»

On demande d'en venir aux faits: Bastogne va-t-elle mieux qu'il y a six ans? «Regardons les chiffres. Le taux d'emploi s'est largement amélioré, Bastogne est le 6^e centre-ville le plus dynamique de Wallonie, d'après l'U.I.G. En matière fiscale et budgétaire, nous sommes la seule commune du Luxembourg où il n'y a eu aucune augmentation d'impôt ni de redevance, rien. Rien pendant six ans. Le budget s'est largement assaini, on a économisé en réorganisant les services. On a mis l'accent aussi sur le renforcement de la sécurité. Donc, j'en parle tout à fait à l'aise, sur le bilan, sur les résultats, on est inattaquable. Le bilan est excellent.»

On lui dit: tous les bourgmestres disent ça.

«Vous n'avez qu'à regarder les chiffres vous-mêmes, il dit.

«Tout est disponible, tout est très clair.»

Deux reproches sont formulés – essen-

tiellement – par la liste de Jean-Pierre Lutgen à l'encontre de son frère et de sa politique. Primo, le maire mettrait des bâtons dans les roues du développement économique local, par exemple en multipliant les tracasseries administratives contre la société Ice-Watch. On parle de permis de bâtir pour un parking, on parle de panneaux leds que la ville de Bastogne a fait enlever devant Ice-Watch. Autre reproche formulé: Benoît Lutgen cumule son job de bourgmestre, de député fédéral et de président de parti; il est donc absent pour les Bastognards.

On lui met ses reproches sous le nez. On dirait un taureau qui, d'une patte, gratte le sol avant de charger.

«Par rapport à mes absences, je prends ces critiques comme une preuve d'amour, ils ont envie de me voir encore plus.»

On lui dit qu'il ne répond pas sérieusement à la question, il répond ceci: «Moi, je

dors et je vis à Bastogne tous les jours. Je passe à l'hôtel de ville tous les jours. J'ai deux chiens. Allez interroger mes voisins. Faites une enquête.»

– Mais vos fonctions de patron du cdH vous retiennent souvent à Bruxelles! «Arrêtons une minute. On m'accuse? Mais voilà la réalité: la cheffe de file de l'opposition actuelle (MR, NdlR) a rejoint mon frère et m'attaque sur mon absence. Au conseil de police, sur la législation, elle a 40% de présence, j'ai eu 100% de présence pendant six ans. Les chiffres sont là. Ecolo m'accuse aussi. Alors, autre exemple, collège de police, que je préside depuis deux ans et où tous les bourgmestres de l'arrondissement sont là, ma présence: 85%. Il y a un bourgmestre Ecolo: présence 35% des collèges de police. Je dis une chose: on peut tout raconter mais en terme de présence sur le terrain, il y a des chiffres et une vérité. J'ai 100% de présence au conseil communal. Arrêtons de rire. Cette opposition qui a rejoint Jean-Pierre a déposé en

tout et pour tout quatre points en six ans. Quatre points! Et on vient me faire la leçon en terme de présence.»

«Conflit d'intérêt»

Sur le volet «bâtons dans les roues», Benoît Lutgen fait-il tout pour nuire au business de son frère Jean-Pierre qui, rappel, emploie tout de même cinquante personnes à Bastogne.

Il dit: «Mais c'est très clair, je ne peux rien dire et rien faire par rapport à l'entreprise de Jean-Pierre, je serais immédiatement en conflit d'intérêt. Je n'ai participé à aucune de ces décisions-là, dès que ça concerne Jean-Pierre, je dois me retirer. Autre élément: la commune a fixé des règles générales qui ensuite sont appliquées par l'administration et la police. Allez, les panneaux leds. Le conseil communal décide à l'unanimité de les interdire dans toute la ville pour la sécurité routière. Quatre mois plus tard, Jean-Pierre installe un panneau led. Deux

ans plus tard, la police fait enlever des panneaux leds dans différents endroits de la commune et chez Jean-Pierre. Mais il faut arrêter avec son syndrome de persécution. Demain, on va installer des nouveaux radars répressifs, s'il passe devant 180 km/h, il viendra dire que la commune l'embête parce qu'on a mis des radars. À un moment donné, il faut arrêter.»

On sent que la coupe est pleine, que l'eau bout et que la cocotte-minute va exploser.

Il dit: «Ca, tu peux même le noter en 'on': une commune, c'est une entreprise d'intérêt général. On a lancé avec mon prédécesseur la rénovation d'un musée qui s'appelle le Bastogne War Museum. Un vrai beau projet. Bref là n'est pas l'anecdote. À quelques semaines de l'ouverture, on se rend compte que tous les noms de domaines internet comme 'Bastogne nuts museum', 'Bastogne original museum', 'Bastogne machin chose', tout était réservé depuis quelques semaines par Jean-Pierre Lutgen.

Heureusement, il n'avait pas trouvé le nom 'Bastogne War Museum'. Mais quel est l'objectif? C'est la commune qui met des bâtons dans les roues? Mais c'est ça mettre des bâtons dans les roues: aller réserver des noms de domaine pour faire échouer les projets communaux? Jean-Pierre a des qualités entrepreneuriales indéniables que je reconnais, respecte et admire.

Mais ça n'autorise pas tout.»

Maingain rhabillé pour l'automne

On embraye sur le cas Maingain. Le président de Défi, qui garde une dent contre Benoît Lutgen depuis l'épisode de juin 2017 où le cdH avait voulu faire la peau à la coalition PS/Défi/cdH à Bruxelles, met tout son poids dans la balance pour soutenir Jean-Pierre Lutgen. Maingain s'est même fendu d'une visite à Bastogne pour soutenir «Ice-Watch man». «Olivier Maingain, c'est le magicien fatigué dont on commence à voir tous les trucs. Il y a un an qu'il claironne que toute personne inculpée n'a pas sa place chez Défi, etc., etc., qu'il faut quitter sur le champ le parlement en cas d'inculpation. Chez nous, on a la présomption d'innocence, un principe juridique que M. Maingain ne connaît apparemment pas. Bref, aujourd'hui, contrairement à tout ce qu'il a prétendu par le passé, il accorde son soutien à Jean-Pierre Lutgen qui est doublement inculpé. Les grands donneurs de leçons qui ne font pas leurs propres devoirs, c'est lassant, vraiment lassant. Je ne pose aucun jugement sur les inculpations de Jean-Pierre mais sur la cohérence de M. Maingain, par contre, il y a à redire. Il se prend pour le procureur et l'accusateur de tout le monde depuis un an et maintenant, il minimise l'inculpation de Jean-Pierre. Il y a outrage à agent c'est pas tout fait rien. Ça ne porte pas que sur des faits urbanistiques; ça veut dire que pour Défi, demain, vous pouvez insulter n'importe quel fonctionnaire, ce n'est pas grave. Par contre, si vous n'avez pas votre carte Défi, le procureur Maingain va venir vous pendre sur la place publique. Drôle de façon de suivre les règles qu'on a fixés soi-même. Et il fait exactement la même chose concernant le cumul des mandats. Il claironne depuis un an que tout le monde doit démissionner et Défi est le parti où il y a le plus grand nombre de cumulards proportionnellement. Il n'y en a pas un qui cumule plus que Défi. Au parlement fédéral, c'est 100%, c'est la réalité. Moi je ne considère pas que le cumul soit de la délinquance politique, mais si c'était aussi grave que le prétend M. Maingain, pourquoi ne démissionnerait-il pas immédiatement? Il veut laver plus blanc que blanc mais il garde sa chemise sale sur lui.»

Voilà Olivier Maingain rhabillé pour l'automne.

On titille quand même: Défi va attaquer le centre de l'échiquier politique, pile positionnement du cdH. «Je ne veux pas faire de commentaire sur leurs candidats, on rigolera dans quelques semaines mais, franchement, le renouveau de Défi en Wallonie, c'est de la vaste

blague. On jugera au nombre de bourgmestres en Wallonie.»

«Les coquetteries du PS»

Il y a un peu plus de 60 bourgmestres cdH en Wallonie. «On a fait le choix du renouveau, avec des jeunes, on mise pour l'avenir. Je souhaite que cette élection locale évite surtout une percée importante des extrémismes de gauche et de droite. L'engagement communal, c'est le plus noble. Quand j'entends les critiques du PTB sur les salaires des élus communaux, à Bastogne, un conseiller communal gagne 75 euros par mois, certains consacrent quasiment un mi-temps à leur job de conseiller. Ils perdent de l'argent en s'engageant pour leur commune. Je trouve qu'on doit dire cela aussi, à un moment donné le climat politique général, de tous jours tirer sur tout et tout le monde. Arrêtons de tirer toujours la politique vers le bas. Bastogne, c'est autre chose qu'une dynastie. Je reviens à ce que je disais: les habitants méritent mieux que cela.»

On lui demande s'il n'a pas dès lors envie de jeter l'éponge politique. De raccrocher les gants. Bref, le boxeur «B» est-il fatigué?

La réponse luse: «Non.»

«Il y aura une réponse démocratique par rapport à tout ce cirque que mon frère orchestre le 14 octobre prochain. La presse cherche le sang et les larmes. Ça m'attriste. Tout ça est tellement éloigné de mon engagement. Jean-Pierre a voulu ce combat, on y est mais c'est tellement malheureux. On ramène un enjeu démocratique noble à un petit combat de Lutgen.»

Un mot encore sur l'autre événement politique de la semaine: le pacte d'investissement à 150 milliards d'euros présenté en grande pompe par le gouvernement fédéral ce mardi. Dans l'opposition au fédéral, le cdH va-t-il emboîter le pas à la démarche ou démolir une «opération de propagande», comme le dénonce le Parti socialiste.

Lutgen: «Je suis très clair là-dessus et je suis extrêmement positif. Complètement. Je dis: faisons-le, avançons. Et c'est vrai que quand je vois le Parti socialiste et ses coquetteries, qui refuse d'y aller parce que ce serait la pub pour le fédéral. Oui, bien sûr qu'il y a une part de récupération et de communication dans le chef du gouvernement et de Charles Michel. On n'est pas naïf. Mais bon sang, ne peut-on pas passer au-dessus de cela dans l'intérêt de notre pays? Est-ce que la mobilité, les infrastructures, les investissements, le digital, la transition énergétique, est-ce que tout cela doit attendre parce que Charles Michel risque d'avoir l'un ou

l'autre laurier? Non! Avançons! Notre pays en a besoin. Je trouve l'attitude du PS ridicule et absurde. Sur papier, le projet de pacte d'investissement est un beau projet et nous voulons y participer. Comme nous l'avons fait en matière de sécurité, quand nous avons choisi de coopérer en matière législative avec la majorité sur le terrorisme après les attentats. Nous sommes constructifs et nous travaillons dans l'intérêt général du pays.»